

3

LETTRE OUVERTE ADRESSEE A SA SAINTETE LE PAPE JEAN-PAUL II

Objet : Cri de détresse pour les Diocèses de Byumba et de Ruhengeri.

K0264439

CASE NO: ICIR-98-41-T.
EXHIBIT NO: P 340
DATE ADMITTED: 4-5-2005
TENDERED BY: PROSECUTOR
NAME OF WITNESS: P 03

Très saint-Père,

C'est avec grande affliction que nous nous adressons à Votre Haute Autorité pour solliciter une spéciale intervention en faveur des Diocèses de Byumba et Ruhengeri, menacés par la guerre qui sévit au Rwanda depuis 1990.

Comme Sa Sainteté le sait très bien, cette néfaste guerre a éclaté peu de jours après sa visite inoubliable dans notre pays. De diverses manières, Sa Sainteté n'a cessé de manifester sa sympathie à l'égard du peuple rwandais et sa sollicitude pastorale en vue d'un rapide rétablissement de la paix. Nous en sommes très reconnaissants pour toujours.

Néanmoins, suite à la récente invasion du 08 février 1993, la vie des fidèles du Diocèse de Byumba et de celui de Ruhengeri est devenue si critique qu'il s'impose à nous de porter à la connaissance de Sa Sainteté leur immense détresse. Conformément au Can. 212, paragraphes 2 et 3 du nouveau code de Droit canonique, nous entendons accomplir notre devoir comme suit :

- rectifier les demi-vérités sur la guerre;
- relater les faits significatifs de l'agonie des Diocèses de Byumba et Ruhengeri;
- exprimer les souhaits requérant la diligente attention de Sa Sainteté.

LA VERITE DENATUREE DE LA GUERRE

Selon Vatican II, la société a droit à une information honnête et correcte, aussi bien dans sa collecte que dans sa divulgation. Animé par le souci de justice et de charité, l'usage chrétien de ce droit "exige que le contenu de l'information soit toujours vrai et qu'il soit complet". (Inter Mirifica, 5).

Compte tenu de cet enseignement conciliatoire, nous ne pouvons pas cacher notre sentiment de grande indignation suscitée par la dénaturation de la vérité tragique que vit le Rwanda et ses conséquences catastrophiques pour les Diocèses de Byumba et de Ruhengeri. En réalité, la guerre du Rwanda comporte trois aspects : militaire, idéologique et médiatique.

Du point de vue militaire, l'on a longtemps et délibérément présenté cette guerre comme une affaire entre rwandais, l'envahisseur étant le FPR constitué de "rebelles", opposés aux Forces Armées Rwandaises. Or, dès le départ, la guerre a été initiée à partir de l'Uganda, par les anciens maquisards rwandais et étrangers du Président Yoweri Kaguta Museveni incorporés dans l'armée ougandaise. Vu l'appui matériel, militaire et logistique de celle-ci, nous ne comprenons pas comment l'opinion intérieure et extérieure n'a pas osé directement mettre en cause l'Uganda et son chef d'Etat. Il a fallu la récente invasion massive du 08 février pour que l'opinion soit confondue par l'enjeu de la géopolitique régionale des Pays des Grands Lacs.

Pour des raisons diplomatiques, les Forces Armées Rwandaises n'ont jamais été autorisées à faire une contre-attaque en vue de repousser l'ennemi le plus loin possible des frontières du Rwanda. Point n'est besoin d'être versé dans l'art militaire pour savoir qu'il est difficile, voire impossible, de vaincre quand on s'en tient à une simple défensive. Surtout lorsqu'il s'agit de faire face à la guérilla, doublée d'une guerre classique d'usure.

Malgré cette situation intenable, aggravée par les incohérences des dirigeants et des responsables politiques en matière de défense nationale, les Forces Armées Rwandaises ont toujours fait preuve de vaillance et de tenacité. Cependant, humainement et économiquement, cela coûte cher au pays.

Par ailleurs, il est à noter que depuis l'an dernier, dans les rangs des Forces Armées Rwandaises se trouvent des éléments qui s'adonnent aux pillages systématiques, comme si la guerre était pour eux l'occasion de s'enrichir. En 1992, les centres de commerce de Byumba, Ruhengeri, et Mukamira ont été littéralement vidés par les militaires. Récemment, après les durs combats de l'invasion du 08 février, leur pillage a pris des proportions inquiétantes dans la ville de Ruhengeri. Les magasins, les maisons des particuliers, les équipements des établissements publics, tout a été saccagé. Pour en parler avec euphémisme, le haut commandement a lancé un communiqué, invitant les civils en débandade à revisiter leurs maisons pour emporter ce que les voleurs y auraient oublié.

Ceux qui ont répondu à l'invitation ont repris leur chemin d'exil intérieur, les mains vides. C'est très désolant !

Du point de vue idéologique, la guerre est devenue le levier du pouvoir aussi bien pour ceux qui veulent s'y maintenir que ceux qui veulent y accéder coûte que coûte. Bien que les uns et les autres prônent leur ferme engagement pour les négociations de paix avec le FPR, leurs avis divergent quant aux conditions et aux concessions requises par la réalisation d'une paix véritable et durable. Cette divergence atteint son comble au sein même du gouvernement de transition issu de cinq formations politiques dont quatre émanent de l'opposition et travaillent en intelligence idéologique avec le FPR.

Outre la crise de l'autorité de l'Etat qu'il comporte, cet imbroglio politique attise le feu des antagonismes ethniques et régionalistes. Réveillées par l'invasion armée du FPR, les anciennes oppositions ethniques mettent en alerte ceux qui considèrent que le FPR ne vise pas seulement le rapatriement des réfugiés et le renversement définitif du régime du Président Habyarimana Juvénal et son parti MRND, mais aussi et surtout la suppression des institutions républicaines héritées de la Révolution de 1959 et la réinstauration de la monarchie féodale. Quant aux oppositions régionalistes, elles relèvent du sentiment de vengeance et de revanche contre le Président Habyarimana et les mandarins de la II^e République, accusés d'avoir déporté le pouvoir politique du Centre vers le Nord du Pays et d'avoir fait disparaître sans procès leurs grands politiciens de la I^{ère} République. Sur ce point précis, les politiciens en lice ne disent rien.

Enfin, non moins importante, la guerre médiatique envenime la situation du pays. Rarement honnête et équitable, la presse privée et officielle a versé dans la désinformation et la diffusion partielle et partisane des demi-vérités. Or par rétroaction, la divulgation de celles-ci entraîne la prolifération des contre-vérités, avant d'aboutir à l'empire de la non-vérité.

Ainsi, au moins de janvier 1993, des troubles à caractères ethnique et politique se sont produits dans diverses communes des Préfectures Ruhengeri, Gisenyi et Kibuye. Ils ont provoqué les dégâts matériels et humains. Il fallait fermement les condamner et ce fut fait comme il se devait. Mais ce qui plonge dans la consternation, ce sont les déclarations des autorités religieuses qui, passant sous silence les atrocités de l'invasion du 08 février 1993, laissent penser qu'il s'agit des mêmes troubles.

A titre d'exemple, le 21 février, un communiqué diffusé par Radio Rwanda et transmis par la Nonciature apostolique à Kigali a donné à entendre que Sa Sainteté le Pape est affligé par les troubles à caractère ethnique, doublé de banditisme, qui se déroulent au Rwanda et exhorte le gouvernement rwandais et le FPR à poursuivre les négociations de paix pour remédier à la situation. Non moins consternant, presque une semaine après cette déclaration officielle de Sa Sainteté, le Communiqué de presse du comité de contact interconfessionnel des Eglises Chrétiennes au Rwanda réitérait la condamnation des dits troubles sans évoquer les atrocités de la grande invasion du 08 février 1993.

En les entendant d'ici, de telles déclarations confondent les premiers troubles et la dernière invasion où laissent supposer que celle-ci est une conséquence logique de ceux-là. Ce qui, manifestement, justifie l'alibi invoqué par le FPR pour refuser la tenue des dernières négociations d'Arusha et perpétrer des cruautés inhumaines.

Soit dit en passant, le gouvernement rwandais a présumé coupables les autorités communales débordées par les troubles de janvier 1993. Il a même disposé des sanctions à leur encontre. Mais pour l'invasion du 08 février et son cortège d'atrocités, il n'a osé ni prendre ni proposer aucune sanction contre le FPR. De ce fait, le gouvernement soutient à sa façon l'alibi du FPR.

En vérité, l'alibi du FPR est logiquement, moralement et politiquement insoutenable.

Logiquement l'envergure de l'invasion du 08 février 1993 sur toutes les positions des Forces Armées Rwandaises dans Byumba et Ruhengeri suppose une préparation minutieuse faite de longue date pour rassembler les hommes, les armes et les munitions à l'intérieur du Rwanda. Somme toute, les troubles ne sont qu'un prétexte occasionnel et non la véritable cause ni proche ni lointaine de l'invasion.

Moralement, cette invasion a fait trop de dégâts matériels et humains pour être une simple riposte aux troubles survenus à l'intérieur. En soi, cette invasion est un désaveu de la bonne foi prêtée au FPR par le gouvernement rwandais, dans les négociations de paix. Elle remet radicalement, en cause le statut lui conféré gratuitement en tant qu'interlocuteur valable et fiable, chargé de défendre la cause des réfugiés et de la démocratie.

Politiquement, elle met dans le désarroi les alliés intérieurs les plus éminents du FPR, c'est-à-dire les responsables des partis politiques d'opposition qui sont dans le gouvernement de transition.

Ceux-ci ont signé des accords de coopération avec le FPR et ont souvent contraint le gouvernement à négocier à genoux. Sous peine de passer un jour pour des traîtres de la Nation Rwandaise, ils devront désormais changer de ton et de style dans leurs tractations avec le FPR.

Jusqu'à présent, celui-ci joue le rôle d'arbitre qui édicte de l'extérieur les règles de jeu politique à suivre au Rwanda et se réserve le droit absolu de sanctionner la manière dont elles sont appliquées. Les pays amis et les organisations internationales qui suivent les négociations en observateurs n'ont rien dit de cette attitude arbitraire du FPR et maintenant, ce sont les pauvres populations innocentes de Byumba et Ruhengeri qui en récoltent les effets destructeurs.

multiples et multiformes, ces effets destructeurs sont couverts d'un silence pudique et/ou indifférent par les associations de défense des droits de l'homme qui foisonnent dans notre pays.

En outre, alors que les Ordinaires des Diocèses de Byumba et Ruhengeri partagent silencieusement la détresse de leurs ouailles, leurs collègues n'ont encore collégialement manifesté aucun signe qui incite tous les chrétiens rwandais à marquer leur solidarité avec les frères et soeurs continuellement éprouvés par la guerre et maintenant mis à bout de souffle par la récente invasion.

Enfin, il est connu que dans le Diocèse voisin de Kabale en Uganda se trouve une grande base militaire mise à la disposition du FPR par le Chef d'Etat Ugandais. Nous nous demandons ce qu'en pensent l'Ordinaire du lieu et tout l'épiscopat de l'Uganda; nous nous demandons s'ils se sentent concernés par cette guerre qui frappe le Rwanda à partir de leur pays et s'ils sensibilisent leurs concitoyens chrétiens à la longue et injuste agonie qu'endurent les Diocèses de Byumba et Ruhengeri.

L'AGONIE DES DIOCESES DE BYUMBA ET RUHENGERRI.

Il n'est pas exagéré de dire que les Diocèses de Byumba et Ruhengeri sont au bord de l'anéantissement. La guerre y a causé d'énormes dégâts matériels : les biens mobiliers et immobiliers, tant privés que publics, ont été saccagés. Les établissements d'utilité sociale, tels que les écoles et les hôpitaux, ont été endommagés.

Au niveau des dégâts humains, ceux-ci sont trop imposants. En plus des combattants morts sur le champ de bataille et les nombreux militaires mutilés, la guerre a fait des ravages dans les populations civiles.

Surpris et désarmés, beaucoup de gens ont subi une mort ignoble et inhumaine. Selon son bon plaisir de tuer, l'ennemi varie les procédés : aux uns il arrache les yeux et voue les autres à la crucifixion. Ici et là, il éventre les femmes enceintes, coupe les seins des mères allaitantes, mutilé et dépece d'autres victimes, avant de les abandonner à la voracité des charrognards. Ceux que l'ennemi veut exécuter en vitesse, il les rassemble et les massacre avec mitrailleuses ou par grenade.

Sur les morts, il faut ajouter le nombre inconnu des personnes déportées en Uganda, d'autres qui sont portées disparues et la grande masse des déplacés. Le chiffre de ceux-ci s'élève à plus d'un million. Certains d'entre eux vivent dans cette condition depuis le début de la guerre. Tous sont complètement démunis. Le ventre creux et les yeux pleins d'angoisse, ils attendent la manne du ciel. En vérité, rien ne peut plus les mettre à l'abri ni de la faim, ni de la maladie ni du froid.

— Longtemps considérée comme un détail anecdotique dans les débats démagogique des politiciens, la cristallisation de la guerre dans les régions du Nord n'a pas polarisé l'attention qu'elle mérite dans la conscience nationale. Dans le reste du pays, les populations et leurs autorités ont manifesté peu d'intérêt et de solidarité, comme si le génocide perpétré par le FPR dans le Nord du pays ne les concernait pas.

D'une part, à voir le tapage politique et médiatique sur les cas isolés de violation des droits de l'homme et d'indifférence générale sur le drame collectif de Byumba et Ruhengeri, l'on peut en déduire que l'anéantissement des populations de ces régions est un sacrifice consenti d'avance, pour la survie tranquille du reste de la Nation.

— D'autre part, le jeu ambigu des dirigeants de l'opposition qui se trouvent dans le gouvernement et prétendent ramener la paix par la voix des négociations directes avec le FPR, sans donner la priorité au cas des déplacés, ce jeu donne à penser que la paix recherchée est envisagée pour les autres, à l'exclusion des populations de Byumba et Ruhengeri.

— Cette interprétation est confortée d'abord par l'intolérance manifeste et le refus d'asile que les déplacés de guerre rencontrent dans d'autres zones du pays. Elle est confirmée ensuite par l'insouciance du gouvernement qui n'a jamais cherché à leur trouver une solution provisoire de refuge paisible, en attendant la paix hypothétique des négociations. Cela se comprend dans la mesure où leur préoccupation est le pouvoir et non le bien-être de tout le peuple rwandais.

~~Cette situation d'angoisse grave libère~~
 détresse morale et spirituelle. L'incertitude des gens en
 continuelle débandade quant à leur avenir, l'inquiétude pour
 leurs consanguins disparus ou dispersés ailleurs, l'impossibilité
 de rendre le dernier hommage aux morts tués par l'ennemi,
 l'impuissance navrante des parents devant la mort des enfants
 frappés par la faim et la maladie, tout cela plonge les déplacés
 dans un état de déreliction indescriptible.

En plus de cette angoisse psychologique et
 métaphysique, le chômage forcé pour les adultes, les écoles
 fermées pour les jeunes et les enfants, l'oisiveté générale et
 la promiscuité permanente, tous ces maux provoquent un désordre
 moral aux conséquences désastreuses. Ce désordre moral risque
 de déstructurer les personnes et, par là, menace la
 réorganisation sociale et la réinsertion des déplacés dans
 l'ordre normal. En fait, ceux-ci sont des prisonniers enfermés
 en plein air. Et l'on sait ce qui advient des prisonniers
 libérés après beaucoup d'années de geôle. C'est dans cette
 atmosphère, physiquement, moralement et spirituellement insalubre
 qu'a s'inscrit la paralysie de la vie ecclésiale et de l'action
 pastorale dans les Diocèses de Byumba et Ruhengeri.

A ce propos, la quasi totalité de nos paroisses
 sont sans peuple ni prêtre.
 Seules trois paroisses dans Ruhengeri et trois autres dans Byumba
 ouvrent leurs portes. Outre qu'elles ne sont pas à l'abri de
 l'insécurité, elles sont submergées par les déplacés. Dans
 l'ensemble, les prêtres et les ouvriers apostoliques n'ont pas
 échappé à la condition commune des victimes de la guerre.
 Celle-ci a emporté déjà deux religieuses dans Byumba. Elle a
 contraint 5 missionnaires et 5 religieuses, dont 2 étrangères et
 3 autochtones, à la déportation dans Ruhengeri. Dans les deux
 Diocèses, les prêtres, les religieux et religieuses se sont
 déplacés dans le sauve qui peut. Il est extrêmement difficile
 pour beaucoup d'accomplir leur tâche ecclésiale habituelle. Les
 communautés ecclésiales de base vivent en débandade. Leurs chefs
 subissent le sort commun des citoyens de la région. Ceux qui ne
 figurent pas parmi les rescapés en déplacement dispersé, sont
 soit morts soit portés disparus. Il en va de même des
 catéchistes comme des catéchumènes.

En somme, plus rien ne va. La vie sacramentelle,
 on en parle plus. Les institutions socio-caritatives et
 scolaires sont suspendues. Les projets de développement sont
 abandonnés. Et par dessus tout, on ne voit pas encore comment
 prêcher l'Évangile dans cette situation.

Nous ne pouvons clore ce rapport sur la complexité de la guerre qui se déroule au Rwanda et ses conséquences désastreuses pour les Diocèses de Byumba et Ruhengeri, sans exprimer nos souhaits et recommandations. Si nous avons osé solliciter l'Autorité de Sa Sainteté, c'est parce que nous espérons que son intervention paternelle peut produire quelques effets bénéfiques et soulager en quelque sorte la souffrance inénarrable des enfants de Dieu qui meurent en silence.

Nous souhaitons vivement la paix et, à cette fin, que les négociations soient menées rapidement de bonne foi, avec honnêteté et justice. En attendant nous recourons à la diligente attention de Sa Sainteté pour faire passer les recommandations suivantes :

- Que tous les rwandais se sentent solidaires de cette guerre qui frappe douloureusement Byumba et Ruhengeri et que les compatriotes qui ont un coeur humain et chrétien soient accueillants, généreux à l'égard de leurs frères et soeurs en détresse.
- Que les politiciens mettent fin à l'exhibition de leurs sentiments démagogiques tant qu'ils n'ont pas visité les marées humaines étendues sur les collines et les vallées de Byumba et Ruhengeri.
- Que les dirigeants ne prêtent pas flanc à l'ennemi en minant l'autorité de l'Etat, par la destitution intempestive des instances administratives souvent sanctionnées pour leur appartenance idéologique.
- Que les responsables des partis politiques suspendent leurs joutes oratoires et s'attellent ensemble à résoudre la questions des déplacés, pour l'intérêt supérieur de la Nation.
- Que la FPR renonce définitivement à ses agressions, s'il veut vraiment la paix, la prospérité et la souveraineté du Rwanda.
- Que tous les évêques se gardent de toute inféodation politique pour la liberté prophétique de l'Eglise et le relèvement des Diocèses de Byumba et Ruhengeri en voie d'extinction.

- Compte tenu de l'implication de l'Etat Ugandais dans les conflits, que les évêques rwandais et ugandais fassent preuve de leur souci de la catholicité en sensibilisant leur ouailles respectives à l'inhumanité de cette guerre.
- Enfin, que Sa Sainteté veuille provoquer une rencontre entre les évêques du Rwanda et de l'Uganda sous l'égide de son légat afin qu'ils envisagent une action commune et complémentaire pour préserver le peuple de Dieu en souffrance contre la menace de l'extermination.

En toute confiance filiale, nous remercions d'avance Sa Sainteté de bien vouloir accepter le poids supplémentaire que nous ajoutons à sa lourde charge. Et assurés de sa bénédiction apostolique, nous lui rendons notre hommage le plus religieux.

Fait à Ruhengeri, le 05 mars 1993

Les signataires (voir en annexe)

Copie pour information

- Président de la République Rwandaise
KIGALI.
- Préfet de la Congrégation pour
l'Évangélisation des Peuples
ROME
- Le Nonce Apostolique au Rwanda
KIGALI
- La Conférence Episcopale du Rwanda
KIGALI
- La Conférence Episcopale de l'Uganda
KAMPALA
- Premier Ministre Rwandais
KIGALI
- Ministre des Affaires Etrangères
KIGALI
- Ambassade des États-Unis d'Amérique
KIGALI
- Ambassade de France
KIGALI
- Ambassade de l'Uganda
KIGALI.

1. Abbé KARUTA Wenceslas
2. Abbé NTAKARAKORWA Pierre (Junior)
3. Abbé SIBOMANA Valens
4. Abbé NTURO Mathias
5. Abbé NIYONSABA Isaie
6. Abbé NSENGIYUMVA Juvénal
7. Abbé HABİYAMBERE P. Claver
8. Abbé ZIRARUSHYA Léopold
9. Abbe DUHIRIMANA Placide
10. Abbé RWAMAYANJA Jean-Baptiste
11. Abbé NIZEYUMUREMYI Patrice
12. Abbé BAREKE Grégoire
13. Abbé NTAKARAKORWA Pierre (Senior)
14. Abbé SANO Jean-Baptiste
15. Abbé TWAGIRAYEZU Thaddée